



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Tribunal d'instance de SAINT ETIENNE

Service de la Protection des majeurs

**REQUÊTE PRÉSENTÉE AU JUGE DES TUTELLES**

**LE REQUÉRANT :**

*Il s'agit des personnes visées par l'article 430 du code civil : personne qu'il y a lieu de protéger, conjoint, partenaire de PACS, concubin, parent, allié, personne entretenant avec le majeur des liens étroits et stables, personne exerçant une mesure de protection juridique.*

NOM et prénoms :

né(e) le :

à :

département :

domicile :

tél :

profession :

**LE MAJEUR À PROTÉGER :**

NOM et prénoms :

NOM DE JEUNE FILLE :

né(e) le :

à :

département :

domicile (lieu de vie) :

*Il s'agit du lieu de résidence habituelle (domicile, maison de retraite ...)*

tél :

Si la personne est hospitalisée :

Lieu :

Service :

lien de la personne à protéger avec le requérant :

profession :

Situation de famille :  célibataire     marié(e)     en concubinage  
 pacsé(e)     veuf(ve)     divorcé(e)     séparé(e)  
*éventuellement joindre le contrat de mariage ou l'acte de donation*

Nom du médecin traitant de la personne à protéger :

**La personne visée ci-dessus**, en raison d'une altération, médicalement constatée, soit de ses facultés mentales, soit de ses facultés corporelles :

a besoin d'une protection juridique temporaire ou d'être représentée pour l'accomplissement de certains actes déterminés (SAUVEGARDE DE JUSTICE)

sans être hors d'état d'agir elle-même, a besoin d'être conseillé(e) ou contrôlé(e) d'une manière continue dans les actes importants de la vie courante (CURATELLE)

est en état de percevoir seul(e) ses revenus et d'assurer le règlement de ses dépenses (curatelle simple)

est dans l'impossibilité de percevoir seul(e) ses revenus et d'assurer le règlement de ses dépenses (curatelle renforcée, article 472 du code civil)

se trouve dans l'impossibilité d'agir personnellement et a besoin d'être représenté(e) d'une manière continue dans les actes de la vie courante (TUTELLE)

**La mesure de protection doit-elle porter :**

sur la personne (choix du lieu de vie, relations avec les tiers...)

sur le patrimoine

sur la personne et le patrimoine

**AVOCAT (éventuel) de la personne à protéger**

Nom :

Adresse :

**NOTAIRE**

Nom :

Adresse :

**ÉNONCÉ DES FAITS** qui justifient la demande de mise sous protection :



*Indiquez ci-après les éléments en votre possession qui nous permettront de déterminer les revenus et biens de l'intéressé(e).*

**REVENUS** (salaires, allocations, pension de retraite...) :

**PATRIMOINE** (comptes bancaires, placements, assurance-vie, biens immobiliers...) :

Fait à  
Signature

le

**PIÈCES JOINTES :**

- Acte de naissance intégral de la personne à protéger
- Certificat médical du médecin inscrit sur la liste établie par le Procureur de la République
- Contrat de mariage
- Autre (toutes pièces justifiant de la nécessité de mise sous protection et de l'urgence éventuelle de l'intervention)

**Tribunal d'instance**

Place du Palais de Justice  
42022 SAINT ETIENNE CEDEX 1  
Téléphone : 04.77.43.22.78  
Fax : 04.77.43.22.63

Tribunal de Grande Instance de SAINT ETIENNE  
Parquet du procureur de la République  
Service civil du parquet

FICHE D'INFORMATION

(À joindre à toute demande de mesure de protection)

Renseignements sur la personne faisant la demande

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Téléphone domicile :

Téléphone travail :

Téléphone portable :

Qualité (lien de parenté, exemple : conjoint, ascendant, descendant, frère, soeur, ami, voisin, proche...)  
:

Renseignements sur la personne à protéger

NOM :

NOM d'épouse:

Prénoms :

Date et lieu de naissance :

Nationalité:

célibataire

marié(e)

PACS

veuf(ve)

divorcé(e)

Profession :

Domicile :

Est-il(elle) :

PROPRIÉTAIRE

LOCATAIRE

Son logement est-il toujours à sa disposition ?

Lieu d'hébergement ou d'hospitalisation le cas échéant (avec date d'entrée) :

Téléphone :

**Renseignements sur les biens de la personne à protéger**

**- Ressources mensuelles**

(Allocation, rentes, retraites, aides - préciser notamment, dans la mesure du possible en vous référant à la liste jointe - pensions alimentaires, salaires, revenus d'immeubles...)  
Indiquer la provenance et le montant :

**Immeubles** (désignation, occupants, détenteur des clefs)

existe- t-il des projets de ventes prochaines de ces biens

**Existe - t-il des dettes et/ ou des emprunts ?** (nature, montant, ancienneté)

**Avez vous connaissance d'une succession en cours ?** Si oui auprès de quel notaire

**Avez vous connaissance d'une action en justice en cours ?** Si oui, nom de l'avocat